





COMPETITION NATIONALE 2011

Conférence Nationale

Innovation entrepreneuriale et développement régional

Mercredi 6 juillet 2011 Hôtel Les Berges du Lac-Concorde

RAPPORT

Le Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise a organisé dans le cadre de son Programme SIFE (Students In Free Enterprise) et en collaboration avec la Konrad-Adenauer-Stiftung, une Conférence Nationale autour du thème " Innovation entrepreneuriale et développement régional" et ce, mercredi 6 juillet 2011 à l'hôtel Les Berges du Lac – Concorde.

L'objectif de cette conférence était de mettre en exergue l'importance du rôle de l'innovation entrepreneuriale dans la nouvelle Tunisie en tant que vecteur d'un développement global et durable.

Elle a enregistré la participation de 180 personnes entre hommes d'affaires, dirigeants d'entreprises, promoteurs de projets, représentants de l'administration, experts, universitaires et étudiants.

La séance d'ouverture qui était présidée par **M. Abderrazek Zouari**, Ministre du développement durable, comprenait l'allocution de bienvenue de **M. Slim Ben Ammar**, Président du CJD et celle de **M. Klaus D. LOETZER**, Représentant permanent de Konrad-Adenauer-Stiftung – Tunisie.

Dans son intervention, M. Slim Ben Ammar, Président du CJD, a indiqué que l'entrepreneuriat et l'innovation font partie aujourd'hui des enjeux sociaux-économiques les plus importants pour la Tunisie. Pour lui, créer un environnement, propice à l'entreprenariat et à l'innovation, c'est d'abord construire une vision cohérente et globale, inscrite sur le long terme et incluant tous les maillons de la chaîne qui comprend la famille, l'école et l'environnement extérieur de l'individu. L'objectif est de faire en sorte que l'acte d'entreprendre et d'innover devient à l'avenir une véritable ambition individuelle et collective, un rêve incarné par les jeunes et les générations futures, le symbole de la réussite au sein de la société tunisienne de demain.

Prenant la parole, **M. Klaus D. LOETZER**, Représentant permanent de Konrad-Adenauer-Stiftung – Tunisie a donné un petit aperçu historique de la fondation, qui porte le nom du cofondateur du parti politique allemand CDU et le premier chancelier allemand, Konrad Adenauer (1876-1967), dont les principes fondamentaux guidant son travail sont «Liberté, justice et solidarité». **M. Klaus D. LOETZER** a indiqué en ce qui concerne la Tunisie, le droit de propriété est garanti. Il est exercé dans les limites prévues par la loi. Cependant, l'histoire constitutionnelle des principes économiques libéraux n'a pas été d'une netteté sécurisante. Il a également précisé qu'en ce moment, dans un cadre de rupture politique et de continuité/discontinuité constitutionnelle, l'occasion se présente d'améliorer cette situation.

M. Abderrazek Zouari, Ministre du développement durable a quant à lui, rappelé que depuis l'indépendance, le développement régional n'a jamais été traité sérieusement d'une manière équitable entre les différentes régions du pays. En effet, il s'agit depuis toujours d'un développement axé uniquement sur les régions des côtes. Ainsi une stratégie a commencé à se mettre en place dont le but est d'équilibrer le pays en matière de développement. Le premier pilier de cette stratégie tourne autour d'une bonne gouvernance régionale. Le deuxième pilier de cette stratégie est le contenu des schémas de développement. L'autre pilier n'est autre que l'entreprenariat qu'il faut encourager et accompagner. Pour pouvoir développer les régions de l'intérieur, il faut lancer de grands projets structurants. Il faut aussi favoriser des secteurs comme ceux des IT (technologies de l'information), de biotechnologie, de l'énergie renouvelable. Et ce, à travers la création d'un tissu industriel sous forme de PME/PMI». Et le quatrième pilier est le microfinancement. Car il s'est avéré que le grand problème des jeunes entrepreneurs reste de loin un problème de financement et de fonds propres. Pour ce, M. Abderrazek Zouari a indiqué que le ministre des Finances, est en train de préparer un cadre pour faciliter le microfinancement des projets dans les régions.

Par ailleurs, cette conférence comprenait deux panels. Le premier était consacré à "l'innovation entrepreneuriale et spécificités régionales : rôle des structures d'appui " et avait pour modératrice Mme Amel Belhadj Ali, rédactrice en chef, magazine Webmanagercenter Ce panel a enregistré la participation d'éminents experts et représentants de l'administration dont notamment M. Férid TOUNSI, PDG de l'APII, M. Hafedh EL GHARBI, PDG de la BTS, M. Marouan Ouerdani, DGA de la BFPME, Mme. Esma BEN HAMIDA, Directrice Exécutive d'Enda Interarabe et M. Maher KALLEL, Président de Carthage Business Angels.

M. Ferid Tounsi, PDG de l'agence de promotion de l'Investissement et de l'Innovation a noté que plusieurs structures ont été mises à la disposition des jeunes promoteurs. Il s'agit des sessions de Coaching et de formation. Le but est d'encadrer, orienter et accompagner les entrepreneurs à travers notamment les 26 pépinières de l'APII réparties sur le territoire M. Hafedh El Gharbi, PDG de la BTS, a indiqué que cette banque possède une filiale dans chaque région. Depuis son démarrage, elle a financé prés de 100 mille projets dont 40% installés dans les régions de l'intérieur. La banque encourage notamment les jeunes diplômés. Actuellement, elle travaille avec les différents acteurs concernés pour fournir aux petits entrepreneurs l'encadrement

Le PDG de la BTS a évoqué la problématique de la répétitivité des projets : « Nous devons travailler sur ce point. Jusqu'à présent, 30% des projets ont disparu en raison de l'insuffisance d'accompagnement et de l'absence des idées innovantes ». M. Marouan Ouerdani, DGA de la BFPME, a précisé que depuis sa création, la BFPME s'est orientée dans toutes les régions. Prés de 4 mille idées de projets ont été présentées. 1100 ont été approuvées.

La banque a crée un département d'innovation. Le but est d'identifier les projets innovants et de les accompagner durant la phase de construction. La BFPME travaille également en collaboration avec les institutions de la recherche scientifique et technologique. Mme. Asma Ben Hmida, directrice exécutive d'Enda Interarabe, a présenté l'institution, ses objectifs et ses réalisations depuis sa création en Tunisie. Elle a également insisté sur la nécessité d'encadrer les jeunes et de les orienter vers l'entrepreneuriat, générateur de richesses et d'emplois M. Maher Kallel, président de Carthage Business Angels, a donné un aperçu sur l'association, ses orientations et ses activités.

Le deuxième panel a été consacré quant à lui au "Secteurs porteurs et développement régional" et avait pour modérateur, M. Mondher ZID, directeur financier -Tunisie Leasing et animateur Express FM. Ce panel a focalisé sur 4 secteurs porteurs dans les régions, à savoir, le tourisme, l'artisanat, l'agriculture et les Tics. Pour le tourisme, les participants ont assisté à l'intervention de M. Habib Ammar, DG de l'office National du tourisme tunisien, pour l'artisanat, M. Sofiene Tekaya, DG de l'Office National de l'Artisanat Tunisien, pour l'agriculture, M. Maher Yaacoub, directeur de la pépinière d'entreprises à l'APIA, pour les Tics, Mme Neila Ben Zina, représentante d'Infotica. Ce panel a également enregistré l'intervention de Mme Kir Sten SHUETTLER, responsable Innovation – GI7.

Concernant le tourisme, **M. Habib AMMAR** a indiqué que la dernière décennie a été catastrophique pour le tourisme tunisien en raison de l'absence d'une politique de diversification des produits dont le résultat a été que la Tunisie a été largement dépassée par ses concurrents en particulier la Turquie et le Maroc. La solution réside, par conséquent, dans la prise en compte du potentiel qu'offre notre pays notamment en matière de tourisme saharien, culturel, golf, congrès, gites ruraux et gites d'étapes et de revoir la stratégie relative au tourisme local.

Pour l'artisanat, **M. Sofiene Tekaya**, a précisé qu'en raison de l'importance de ce secteur (900 000 artisans et petits métiers), de la profusion de produits contrefaits, la priorité serait de mettre sur le marché de nouveaux produits réalisés en substitution aux produits contrefaits. Un plan de développement de l'artisanat dans les régions a déjà été mis en place et a concerné dans un premier temps 4 gouvernorats dont notamment la région de Kébili et Médenine.

En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, **M. Maher Yaacoub**, a insisté sur la nécessité de renforcer l'encadrement des jeunes diplômés dans le cadre du réseau national de pépinières d'entreprises et d'encourager la culture biologique.

Enfin et en ce qui concerne les Tics, **Mme Neila Ben Zina**, a déploré le manque de projets mobilisateurs et la manière avec laquelle se font les marchés publics. L'avenir doit compter sur la culture numérique et la conception de sites marchands dans les différents secteurs de l'économie : E-tourisme, E-santé, E- learning...

Mme Kir Sten SHUETTLER, responsable Innovation – GIZ a précisé que la démarche de la GIZ repose sur 4 axes principaux :

- 1) Une politique cohérente aussi bien au niveau régional que national.
- 2) Un appui à l'innovation et à l'entrepreneuriat dans les créneaux porteurs dans 2 ou 3 gouvernorats pilotes.
- 3) Une coopération accrue entre les institutions de recherche (universités, écoles...) et les entreprises.
- 4) Un financement adéquat.

Des témoignages d'opérateurs dans les secteurs du tourisme, de l'artisanat étaient également programmés. Pour le tourisme, **Mme Sihem ZRIBI**, gérante de « Dar Zaghouan », et **M. Taoufiq Sououdi**, DG de Zazia Artisanat, ont donné un aperçue sur leurs expériences, sur les difficultés qu'ils ont rencontré lors de la création de leurs projets ainsi que sur les démarches à suivre afin de surmonter les obstacles.

La séance de clôture a été présidée par **M. Mehdi Houass**, Ministre du Tourisme et du Commerce. Dans son intervention, il a exposé les différents enjeux économiques que rencontre la Tunisie en insistant sur la nécessité de multiplier les investissements surtout dans le secteur du tourisme et de mettre en place de nouvelles stratégies capables d'absorber le maximum de chômeurs et ce, à l'échelle nationale et régionale.